
Dossier

Les échanges extérieurs agricoles et agroalimentaires de l'Union européenne

Guillaume Wemelbeke*

Depuis la crise survenue à la fin 2008, la production européenne de produits agricoles et agroalimentaires n'augmente plus. Les échanges extérieurs des pays européens, qui affichaient une forte croissance, ralentissent aussi bien en valeur qu'en volume. Les échanges intracommunautaires et les importations en provenance des pays tiers stagnent. Mais les exportations vers les pays tiers, soutenues par la demande en provenance d'Asie accélèrent. Au sein de l'Union européenne (UE), la France, premier exportateur vers les pays tiers, suit cette tendance. En revanche, à destination des pays de l'UE, les exportations françaises augmentent deux fois moins vite que celles des autres pays européens. Néanmoins, la France reste le troisième exportateur européen, toutes destinations confondues.

En 2012, le solde commercial des échanges de biens de la France est déficitaire, c'est-à-dire que les importations sont supérieures aux exportations. Néanmoins, certains produits présentent un solde commercial excédentaire : c'est le cas des produits agricoles et agroalimentaires (*encadré 1*), dont l'excédent des échanges atteint 12 milliards d'euros en 2012 (*figure 1*). Ainsi, la France se positionne à la seconde place européenne en termes d'excédent des échanges de

1. Solde des échanges de produits agricoles et agroalimentaires des pays de l'UE

	en millions d'euros		
	2000	2008	2012
Pays-Bas	12 862	16 738	17 591
France	9 708	9 420	11 732
Espagne	1 809	1 216	6 823
Danemark	5 153	4 725	5 293
Pologne	- 479	1 720	4 516
Hongrie	1 283	1 836	3 461
Irlande	3 473	2 295	2 634
Belgique	2 130	2 203	2 283
Lituanie	- 102	249	948
Bulgarie	146	167	926
Lettonnie	- 309	- 336	210
Estonie	- 183	- 328	- 164
Malte	- 241	- 335	- 379
Slovaquie	- 358	- 902	- 414
Roumanie	- 637	- 2 015	- 598
Chypre	- 299	- 720	- 734
Autriche	- 756	- 209	- 736
République tchèque	- 407	- 821	- 817
Slovénie	- 305	- 783	- 864
Luxembourg	- 629	- 913	- 982
Grèce	- 1 222	- 2 794	- 1 276
Finlande	- 1 088	- 2 060	- 2 845
Portugal	- 3 052	- 3 858	- 3 465
Suède	- 2 366	- 4 195	- 5 101
Italie	- 6 058	- 7 344	- 6 149
Allemagne	- 11 819	- 9 520	- 9 914
Royaume-Uni	- 12 691	- 22 781	- 24 688

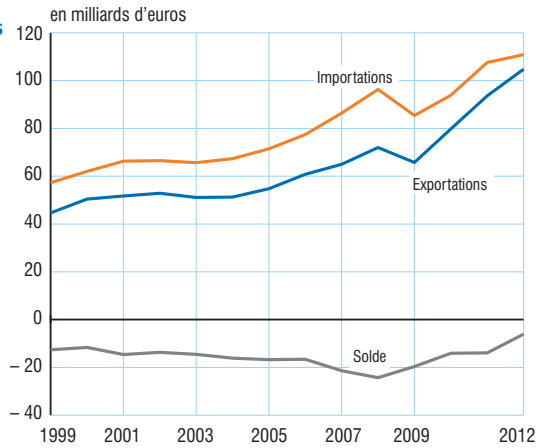
Source : Eurostat.

* Guillaume Wemelbeke, SSP.

produits agricoles et agroalimentaires, après les Pays-Bas. Loin derrière, le Royaume-Uni et l'Allemagne présentent les déficits les plus lourds pour ces produits.

En 2012, quelque 303 milliards d'euros de produits agricoles et agroalimentaires étaient échangés entre les pays de l'Union européenne. De plus, les pays de l'UE ont exporté vers les pays tiers – pays n'appartenant pas à l'UE – 105 milliards d'euros de produits agricoles et agroalimentaires et en ont importés pour 111 milliards d'euros (figure 2). Ainsi, les trois quarts des exportations et des importations des pays de l'UE se font en provenance ou à destination d'autres pays de l'UE.

2. Échanges agricoles et agroalimentaires de l'UE avec les pays tiers

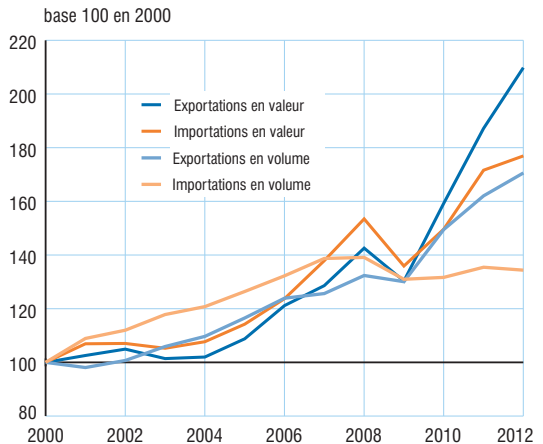


Source : Eurostat.

Avec les pays tiers, les importations ralentissent et les exportations accélèrent depuis 2010

Entre 2000 et 2008, à la fois en volume et en valeur, les importations de l'UE de produits agricoles et agroalimentaires en provenance des pays tiers, progressaient plus vite que les exportations (+ 5,6 % par an pour les importations en valeur contre + 4,5 % par an pour les exportations en valeur) (figure 3).

3. Évolution en valeur et en volume des échanges agricoles et agroalimentaires de l'UE avec les pays tiers



Sources : Eurostat ; calculs SSP.

Encadré 1

Classification type pour le commerce international

La nomenclature retenue est la Classification type pour le commerce international, quatrième version révisée (nomenclature CTCI). Les chapitres retenus sont :

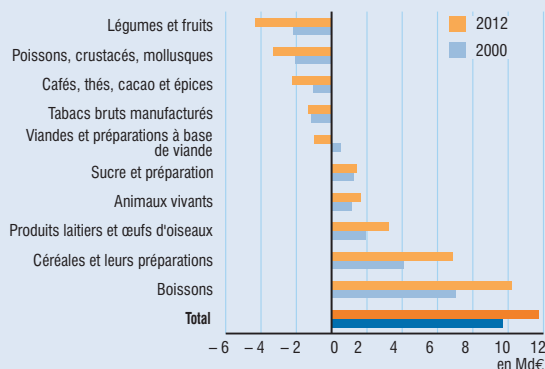
- chapitre 0 : Aliments et animaux vivants ;
- chapitre 1 : Boissons et tabacs ;
- chapitre 22 : Graines oléagineuses ;
- chapitre 4 : Huiles animales et végétales.

L'étude ne prend pas en compte les cultures agricoles non alimentaires comme les fleurs, les arbustes, ou les produits transformés impropres à la consommation humaine ou animale.

Les données du commerce extérieur des pays de l'UE sont issues de la base Comex d'Eurostat. Les données du commerce extérieur de l'Asie sont issues du site UNCTADStat.

Les données de production sont issues d'Eurostat.

Les principaux excédents et déficits agricoles et agroalimentaires de la France



Sources : Eurostat ; calculs SSP.

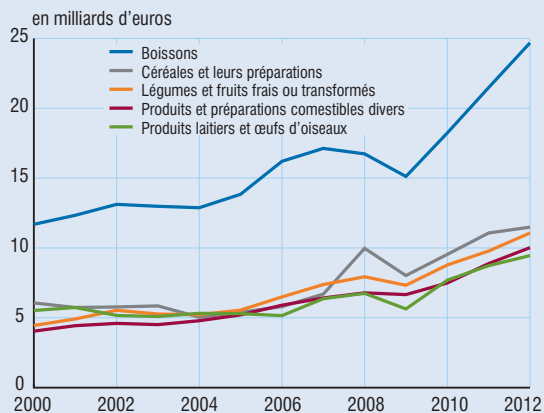
Encadré 2

Les boissons, principaux produits exportés vers les pays tiers

Les boissons, avec 24 % des ventes en 2012, sont les principaux produits exportés par l'UE à destination des pays tiers (*figure*). Les boissons alcooliques, vin en tête, représentent près de 90 % des ventes de boissons vers les pays tiers. Ils sont suivis de loin par les ventes de céréales et

leurs préparations (11 %), des fruits et légumes frais ou transformés (11 %), de plats préparés (10 %) et de produits laitiers (9 %). Tous ces produits présentent une accélération de la croissance de leurs exportations vers les pays tiers à partir de 2008 et cela en valeur et en volume.

Principales exportations de l'UE vers les pays tiers



Sources : Eurostat ; calculs SSP.

En 2009, suite à la crise économique mondiale survenue fin 2008, les échanges avec les pays tiers – importations et exportations – ont fortement chuté. À partir de 2010 et jusqu'en 2012, si les exportations reprennent leur hausse sur un rythme soutenu (+ 10 % par an entre 2008 et 2012), les importations, elles, augmentent moins vite (+ 3,5 % par an). En effet, les volumes importés en provenance des pays tiers, qui augmentaient jusqu'en 2008, se stabilisent, voire diminuent très légèrement. Ainsi, le déficit des échanges de produits agricoles et agroalimentaires de l'UE avec les pays tiers, qui augmentait entre 2000 et 2008, se réduit.

La forte croissance des exportations observée vers les pays tiers en 2010 et 2011 (*encadré 2*) est due d'une part, à un effet de rattrapage consécutif à la forte chute de 2009, et d'autre part à une accélération réelle des ventes vers cette zone. Dans la suite de l'article, pour ne pas accorder trop d'importance à cet effet de rattrapage, les évolutions des échanges survenus après la crise seront comparées à l'année 2008. Les échanges intracommunautaires, c'est-à-dire les échanges effectués entre les pays de l'UE, suivent la même tendance que les importations en provenance des pays tiers. Alors qu'entre 2000 et 2008, les échanges agricoles et agroalimentaires entre pays de l'UE progressaient sur un rythme soutenu, aussi bien en valeur (+ 6,5 % par an) qu'en volume (+ 4,6 % par an), après la crise de 2008, la croissance des échanges intracommunautaires ralentit (+ 4,1 % par an en valeur et + 2,8 % par an en valeur). Ce ralentissement global des importations des pays de l'UE depuis 2008 coïncide avec une stagnation de la production communautaire (*encadré 3*).

Encadré 3

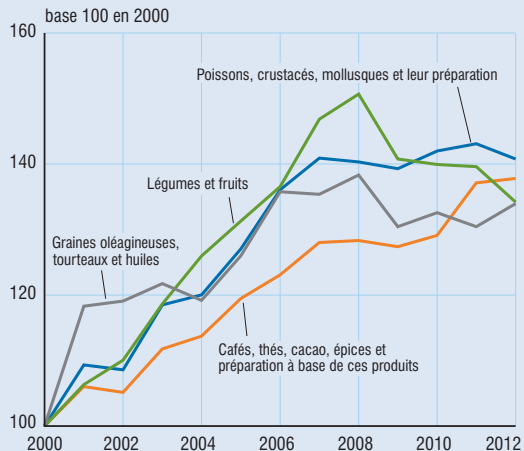
Principaux produits importés par l'UE : oléagineux et leur produit, fruits et légumes, produits de la pêche, café, cacao et tabac

En provenance des pays tiers, les pays de l'Union européenne importent principalement des produits qui ne peuvent être fabriqués sur leur territoire. Ainsi, avec 24 % des importations en 2012, les graines oléagineuses, soja principalement, les huiles et les tourteaux (résidus issus de la trituration des oléagineux, destinés à l'alimentation animale) sont les principaux produits importés (*figure*). Ils dépassent en 2011 les achats de fruits et légumes – frais ou transformés – qui représentent tout de même 20 % des importations en provenance

des pays tiers. De plus les importations de poissons, crustacés, et leurs préparations représentent 17 % des importations. Enfin, les produits exotiques comme le café, le cacao et le thé représentent 14 % des importations. Les viandes et leur préparations qui sont des produits dont la provenance suscitent souvent l'inquiétude des consommateurs, ne représentent que 5 % des achats.

En volume, les importations des principaux produits en provenance des pays tiers stagnent depuis 2008, voire diminuent.

Évolution en volume des principaux produits importés par l'UE en provenance des pays tiers

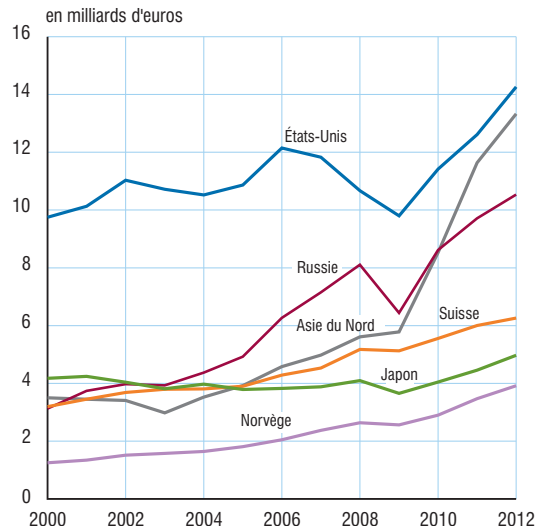


Sources : Eurostat ; calculs SSP.

L'Asie tire la croissance des exportations de l'UE

Le bloc constitué des pays asiatiques à forte croissance – Chine, Hong Kong, Singapour, Corée du Sud et Taiwan – est le second client de l'UE après les États-Unis et devant la Russie (figure 4). Mais c'est surtout la zone vers laquelle les exportations de l'UE progressent le plus depuis 2008 (+ 24 % par an entre 2008 et 2012). Ainsi, cette zone représente plus de la moitié de la hausse des exportations de l'UE vers les pays tiers entre 2008 et 2012. Néanmoins, les exportations vers les États-Unis progressent aussi vivement depuis 2008 (+ 8 % par an), tandis que celles vers la Russie ralentissent mais affichent encore une forte croissance (+ 7 % par an entre 2008 et 2012 après + 13 % par an entre 2000 et 2008). Ces deux pays expliquent 40 % de la croissance des exportations vers les pays tiers.

4. Produits agricoles et agroalimentaires : les principaux clients de l'UE



Source : Eurostat.

L'UE profite à la fois de la hausse du niveau de vie en Chine et plus généralement en Asie qui permet de diffuser des produits de consommation supérieure comme le vin, les produits laitiers et les viandes. Les produits européens deviennent plus accessibles au marché asiatique du fait que l'euro se déprécie face au yuan chinois depuis le début du dernier trimestre de 2008.

Néanmoins, les pays de l'UE, malgré une croissance forte de leurs exportations vers l'Asie depuis 2008, n'ont pas gagné de part de marché sur la période. En 2000, les pays d'Asie à forte croissance importaient 12 % de leurs produits agricoles et agroalimentaires en provenance de l'UE, contre 8 % en 2008 et 2009. Les parts de marché de l'UE ont ensuite légèrement augmenté pour atteindre 9 % des importations en 2012 sans retrouver le niveau de 2000.

Cette relative baisse de part de marché de l'UE sur le marché asiatique s'explique avant tout par la très forte croissance des importations de graines oléagineuses – soja en tête – et des produits de la trituration – huiles et tourteaux – par l'Asie du Nord (40 % des importations de l'Asie du Nord en 2012 contre 24 % en 2012). Sur ces produits, l'UE peut difficilement concurrencer des pays comme le Brésil et les États-Unis qui disposent de grands espaces de production. En revanche, sur les autres produits, l'UE maintient ses parts de marché, voire les augmente notamment pour les boissons, les viandes et les produits laitiers.

La France, premier exportateur européen vers les pays tiers...

La France, avec 18 % des exportations de l'UE vers les pays tiers, est le premier exportateur extracommunautaire. Avec une croissance de 10 % par an entre 2008 et 2012, sa progression est comparable à celle de ses concurrents européens : Allemagne + 11 % par an, Pays-Bas + 10 % par an. Premier exportateur de boissons, notamment grâce aux ventes de vins, la France réalise 30 % des exportations européennes de boissons vers les pays tiers en 2012. De même, pour les céréales et leurs préparations, la France est le premier exportateur avec 28 % des exportations de l'UE vers les pays tiers.

En particulier, la France profite de la forte demande de l'Asie du Nord en vins et cognac et dans une moindre mesure en produits laitiers et produits transformés. Ainsi, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires ont augmenté au rythme très soutenu de 24 % par an entre 2008 et 2012 à destination de l'Asie du Nord. Cette destination est ainsi devenue le premier client extracommunautaire de la France, devant les États-Unis.

La stagnation des volumes importés de produits agricoles et agroalimentaires en provenance des pays tiers (*encadré 3*) est à mettre en parallèle avec le ralentissement de la croissance des échanges entre pays de l'UE.

... perd des parts de marché sur le marché européen

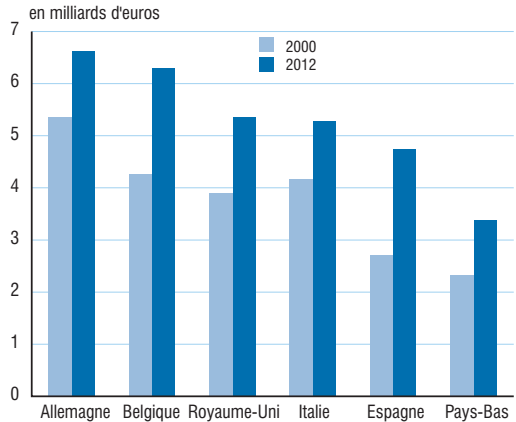
Toutes destinations confondues, en 2012, la France, avec des exportations de produits agricoles et agroalimentaires s'élevant à 56 milliards d'euros est le troisième exportateur européen derrière les Pays-Bas et l'Allemagne. La première place d'exportateur des Pays-Bas est en partie liée à leur activité de négoce. En effet, les Pays-Bas sont les premiers importateurs européens de produits agricoles et agroalimentaires en provenance des pays tiers. Une partie de ces produits est ensuite réexportée vers les autres pays de l'Union. Si les exportations de la France sont en croissance continue depuis 2000 – à l'exception de la crise de 2009 – cette croissance est plus faible que celle des autres principaux exportateurs européens, et ce malgré le dynamisme des exportations à destination des pays tiers. Ainsi les exportations des Pays-Bas ont crû de 5,2 % par an entre 2000 et 2012, l'Allemagne de 7,1 % par an, alors que celles de la France n'augmentent que de 3,7 % par an. Seuls le Royaume-Uni (+ 2,9 % par an), le Danemark (+ 2,8 % par an), et l'Irlande (+ 2,5 % par an) ont progressé plus lentement sur la période.

Ainsi, la France qui représentait 13 % des importations allemandes en 2000, ne pèse plus que pour 9 % de celles-ci en 2012. De même, elle perd des parts de marché chez ses autres principaux clients européens : la Belgique, le Royaume-Uni et l'Italie. Globalement, la France, qui représentait 17,5 % des exportations des pays de l'UE en 2000, n'en représente plus que 13,7 % en 2012 (*figure 5*).

L'Allemagne est devenue en 2007 le deuxième exportateur européen de produits agricoles et agroalimentaires. Elle est aussi le premier importateur européen avec 17 % des importations européennes contrairement aux Pays-Bas qui importent massivement pour réexporter, l'Allemagne importe notamment pour compenser sa faible production de fruits et légumes. Sa balance commerciale en produits agricoles et agroalimentaires est d'ailleurs déficitaire. Les exportations allemandes ont progressé de 8 % par an sur la période 2000-2008, puis de 5 % par an après 2008. Contrairement à la France où deux produits – les boissons et les céréales et leurs préparations – concentrent plus de 40 % des exportations, la répartition des exportations allemandes par produits est plus équilibrée. Ainsi, les exportations de viandes et leurs préparations, de céréales et leurs préparations, de produits laitiers, d'oléagineux, de café, de plats préparés et de boissons avaient en 2012 un poids relativement comparable. Néanmoins, les exportations ont particulièrement progressé depuis 2000 pour le secteur de la viande et des plats préparés.

Les exportations françaises de produits agricoles et agroalimentaires progressent plus lentement que celles des autres pays de l'UE, et ce pour tous les produits sauf les plats préparés et les huiles qui progressent au même rythme. En effet, la production française des IAA a peu progressé depuis 2000 (*encadré 4*). De plus, la production de produits agricoles bruts reste stable ou diminue selon les produits. La production de céréales est restée relativement stable entre 2000 et 2012, selon les aléas de la production. Celle de fruits et légumes reste stable ou diminue selon les produits. Finalement seule, la production d'oléagineux reste significativement dynamique, ce qui explique la bonne tenue des exportations françaises d'huiles.

5. Produits agricoles et agroalimentaires français : les principaux clients européens



Source : Eurostat.

Encadré 4

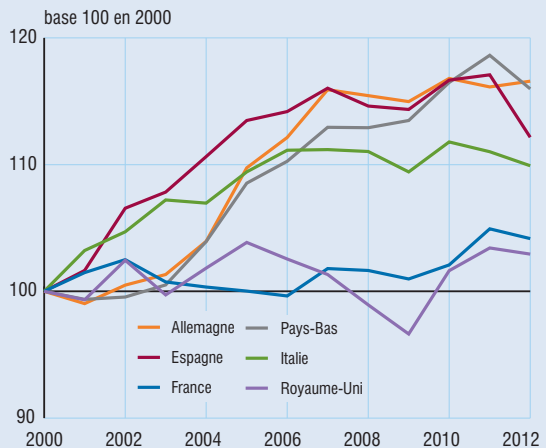
La production européenne des IAA ralentit depuis 2008

Entre 2000 et 2008, la plupart des principaux producteurs européens de produits des IAA ont augmenté leur production de produits des IAA. Depuis la crise survenue fin 2008, la production européenne stagne. Cependant, contrairement aux produits manufacturiers, la production des

IAA a su se maintenir et affiche même pour certains pays une légère hausse.

En France, la production des IAA atone avant la crise, n'a pas subi de contrecoup après celle-ci et affichait même une très légère hausse, jusqu'en 2011 (*figure*).

Évolution de la production européenne des IAA, hors boissons et tabac



Source : Eurostat.

En France, le secteur de la viande ralentit

Le secteur de la viande est tout particulièrement concerné par ce ralentissement de l'activité. Ainsi, la valeur des exportations de la France en viandes et leurs préparations ont progressé très lentement (+ 0,8 % par an), la hausse des prix compensant la relative stabilité des volumes exportés. Cette très légère hausse contraste avec le dynamisme des exportations de viandes des autres pays de l'UE qui ont augmenté de 6 % par an en moyenne entre 2000 et 2012. Notamment les exportations de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Espagne et de la Pologne progressent fortement. Dans le même temps, les importations françaises de viandes et leurs préparations ont augmenté sur le rythme de 3,4 % par an. Ainsi, la France, dont le solde des échanges de viandes était excédentaire en 2000, est devenue déficitaire en 2004, déficit qui n'a fait qu'augmenter.

En effet, contrairement à leurs concurrents européens, l'activité des abattoirs français a stagné entre 2000 et 2012. Si les abattages français de porcins se maintiennent sur la période, ceux de volailles, de bovins, d'ovins et de caprins diminuent. Sur cette période, entre 2000 et 2012, les abattages de porcins ont augmenté pour l'Allemagne (+ 2,7 % par an) et l'Espagne (+ 1,0 % par an). Ceux de volailles ont augmenté en Pologne (+ 7,6 % par an), en Allemagne (+ 5,1 %), en Espagne, au Pays-Bas ou en Italie.

Cependant, pour la viande porcine, les exportations et les importations françaises restent relativement stables en volume. En revanche, les importations de préparations de viandes porcines – charcuterie et saucisses – augmentent vivement en volume tandis que les exportations diminuent.

Depuis 2000, les importations françaises de volaille progressent vivement. Elles sont constituées soit de viandes découpées, soit de préparations, mais très peu de volailles entières. Dans le même temps, les exportations de viandes de volailles diminuent sauf vers les pays tiers, Moyen-Orient principalement, où elles progressent. Pourtant, les importations des pays de l'UE en viandes et préparations de volailles ont progressé vivement (+ 8 % par an entre 2000 et 2008 et + 5,9 % par an entre 2008 et 2012). De fait, les pays ayant augmenté leurs production développent leurs exportations. Ainsi, la production française de volaille perd à la fois des parts de marché dans les autres pays de l'UE, mais aussi sur son propre marché intérieur.

Fruits et légumes frais ou transformés : premier déficit de la France

Les exportations françaises de fruits et légumes frais ou transformés, avec une croissance de 2,7 % par an entre 2000 et 2012, présentent aussi une croissance relativement faible par rapport à l'ensemble des pays de l'UE (+ 4,1 % par an). Par ailleurs, les importations françaises de fruits et légumes frais ou transformés augmentent (+ 4,1 % par an) plus vite que les exportations. De ce fait, le déficit des échanges en fruits et légumes frais ou transformés s'accroît et atteint 4,4 milliards d'euros en 2012, contre 2,2 milliards d'euros en 2000. Il s'agit du principal déficit de la France. Au total, la France présente à la fois un déficit avec les pays tiers, du fait de l'achat de produits exotiques, et surtout avec les pays de l'UE.

Parmi les légumes, ce sont les tomates et les pommes de terre qui soutiennent la croissance des exportations. Néanmoins, la progression des exportations de tomates est artificielle du fait que des tomates d'Espagne transitent en France pour être ensuite réexportées vers l'Europe du Nord. Par ailleurs, si les exportations de pommes de terre en frais sont importantes et progressent, elles s'accompagnent d'importations en hausse de pommes de terre transformés en provenance de Belgique.

En ce qui concerne les fruits frais, les exportations progressent grâce uniquement à la croissance des prix, tandis que les volumes diminuent sur la période.

L'Espagne est le principal exportateur européen de fruits et légumes, il est suivi par les Pays-Bas. Cependant, ce dernier est un des principaux points d'entrée des fruits et légumes en provenance des pays tiers, ces produits sont ensuite réexportés, ce qui traduit plus une activité de négoce qu'une véritable production. Néanmoins, ces deux pays affichent des hausses de productions de légumes, et aussi de fruits pour l'Espagne. ■